

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 20/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS Igoville (traitement)**

14 - 16 boulevard Garibaldi  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : UBDEO-ECD-2025-161  
Code AIOT : 0005802208

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS Igoville (traitement) implanté Chemin de Halage rue du Fort 27460 Igoville. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS Igoville (traitement)
- Chemin de Halage rue du Fort 27460 Igoville
- Code AIOT : 0005802208
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est celui d'une installation de traitement de matériaux basée à Igoville, autorisé par arrêté préfectoral du 12 juillet 1985.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|--------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative | Autre du 06/03/2014, article 2                | Sans objet        |
| 2  | Stockage des liquides    | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21  | Sans objet        |
| 3  | Produits Dangereux       | Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 12  | Sans objet        |
| 4  | Eaux pluviales polluées  | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33  | Sans objet        |
| 5  | Emissions dans l'eau     | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58  | Sans objet        |
| 6  | Emissions sonores        | Arrêté Préfectoral du 18/07/1985, article 6-c | Sans objet        |
| 7  | Emissions sonores        | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site est bien tenu. En ce qui concerne la présente inspection, l'inspection des installations classées n'a constaté aucune non-conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/03/2014, article 2                                           |                                                                                                                  |                                       |                              |                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique ICPE                                                 |                                                                                                                  |                                       |                              |                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                           |                                                                                                                  |                                       |                              |                          |
| La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est: |                                                                                                                  |                                       |                              |                          |
| Rubrique                                                                                                  | Libellé                                                                                                          | Critère de classement                 | Valeur déclarée ou autorisée | Régime de l'autorisation |
| 2515-1-a                                                                                                  | Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels | Puissance installée des installations | 1033 kW                      | A                        |

|        |                                                                                                                          |                                                      |                                 |   |
|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------|---|
|        |                                                                                                                          |                                                      |                                 |   |
| 2517-1 | Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques | Superficie de l'aire de transit de produits minéraux | 8.8 ha (88 000 m <sup>2</sup> ) | A |

|  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

#### Constats :

Le régime de l'autorisation, pour la rubrique 2515, a été supprimé à compter du 25/10/2018. Cette rubrique, pour une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation supérieur à 200 kW, est maintenant soumise au régime de l'enregistrement et régit notamment par l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Toutefois, l'arrêté préfectoral relatif à l'installation de traitement, en date du 12 juillet 1985, s'applique également.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué la puissance maximale de son installation à Igoville: 887 kW (417 kW au poste criblerie, 255 au second poste de de l'installation de traitement et 215 kW au poste de chargement bateau).

L'exploitant a indiqué que l'installation de traitement a été refaite à neuf en 2023, sans changement dans le process de traitement des matériaux. Il s'agissait de remplacer les éléments par des plus récents et plus performants, issus de l'installation de traitement Lafarge d'Anneville-Ambourville (en Seine Maritime).

Il est également à noter que le quai de déchargement situé sur le site, pour lequel l'exploitant a obtenu un arrêté d'autorisation (travaux et exploitation) le 24 mai 2022, n'a pas encore été mis en service. Du fait du contexte écologique (périodes de travaux à éviter pour les animaux), les travaux auront lieu en septembre et octobre prochain. Cela n'affectera pas de manière significative la puissance des installations car les alimentations électriques existent déjà.

De la même façon, le régime de l'autorisation, pour la rubrique 2515, a été supprimé à compter

du 31/10/2018. Cette rubrique, pour une surface supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>, est maintenant soumise au régime de l'enregistrement.  
Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la superficie maximale de son aire de transit est toujours de 88 000 m<sup>2</sup> (8.8ha).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Stockage des liquides

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Retention

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

Le jour de la visite, il a été constaté l'apposition de panneaux sur le site de stockage des liquides indiquant:

- les capacités des rétentions (respectivement de 430 et 433 L);
- les règles concernant les volumes stockés en fonction de la capacité de rétention;
- un affichage de compatibilité et d'incompatibilité des liquides en fonction du type de pictogramme (mention de danger).

Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'a été constaté en dehors des rétentions prévues à cet effet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Produits Dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 12

**Thème(s) :** Produits chimiques, Etiquetage

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| mélanges dangereux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un classeur avec les fiches de données de sécurité.</p> <p>Sur place, l'inspection a sélectionné, par sondage, deux produits présents sur la même rétention: COOLELF -37°C (liquide de refroidissement) et RUBIA Works 15W40 (huile moteur). Les fûts présentaient les étiquettes avec le nom du produits et les symboles de danger le cas échéant. L'exploitant a pu présenter les fiches de donnée de sécurité imprimées et présentes dans son classeur. Il a été vérifié que ces deux produits pouvaient être placés sur la même rétention.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 4 : Eaux pluviales polluées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de concentration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension totales : 35 mg/l ;</li> <li>- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li> </ul> <p>Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un débourbeur-deshuileur est présent sur le site, au niveau de l'aire étanche. Les eaux potentiellement polluées de l'aire étanche passent dedans puis sont rejetées au niveau du plan d'eau.</p> <p>L'exploitant a fait installer début mai 2025 un nouveau regard pour faciliter la prise en charge des mesures après le passage dans le débourbeur-deshuileur. Cette mesure s'effectuait par le passé au niveau de la sortie de la canalisation sur les berges du plan d'eau, rendant difficile et plus dangereux l'accès de la personne en charge des prélèvements.</p> <p>Le dernier rapport annuel concernant les mesures en sortie du débourbeur-deshuileur, avant rejet dans le milieu naturel, indiquent des résultats conformes à la réglementation en vigueur.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : Emissions dans l'eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences des prélèvements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.<br><br>« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : <ul style="list-style-type: none"><li>• la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;</li><li>• si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</li><li>• si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Le jour de l'inspection, le dernier rapport annuel présenté par la société Lafarge pour son site d'Igoville, réalisé par la société Kalité'o, indique une mesure le 29 mai 2024 et une seconde mesure le 7 octobre 2024, respectant ainsi la fréquence d'analyse préconisée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 6 : Emissions sonores**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/1985, article 6-c                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux sonores                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les niveaux sonores réglementaires en limite de propriété sont les suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• 60 dBA entre 7h et 20h</li><li>• 55 dBA entre 6h et 7h, 20h et 22h ainsi que les dimanches et jours fériés</li><li>• 50 dBA entre 22h et 6h</li></ul>      |
| <b>Constats :</b><br><br>La dernière campagne de mesure, réalisée par la société SGS, s'est déroulé le 4 juin 2024 sur le site d'Igoville.<br>Deux points ont été considéré comme limite de propriété (un au sud et un au nord du site), avec une mesure diurne pour chacun d'entre eux. Les résultats sont conformes. |

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 7 : Emissions sonores**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                            |                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                            |                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ZER                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                            |                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : |                                                                                                            |                                                                                                                     |
| <b>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT</b> dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)                                                                                                                                                                                                                                               | <b>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE</b> allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés | <b>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE</b> allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés |
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 6 dB(A)                                                                                                    | 4 dB(A)                                                                                                             |
| Supérieur à 45 dB(A)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 5 dB(A)                                                                                                    | 3 dB(A)                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>La dernière campagne de mesure, réalisée par la société SGS, s'est déroulée le 4 juin 2024 sur le site d'Igoville.<br>Deux points ont été mesurés en zones à émergence réglementée, pour la période diurne (7h-22h). Les résultats sont conformes.                                                                                        |                                                                                                            |                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                            |                                                                                                                     |